

« Le cordon sanitaire empêche l’extrême droite d’accéder au pouvoir, pas d’être influente »

L’extrême droite s’est implantée dans nombre de pays européens. La Belgique n’échappe pas à cette tendance, même si elle se traduit très différemment en Flandre et en Wallonie. Benjamin Biard publie, avec Archibald Gustin, un ouvrage analysant cette évolution.

ENTRETIEN

VÉRONIQUE LAMQUIN

L’extrême droite est en plein essor et la Belgique n’échappe pas à cette tendance. De quoi susciter l’envie, chez Benjamin Biard, chercheur au Crisp, et Archibald Gustin, maître de conférences à l’ULiège, de réunir l’expertise d’une vingtaine de spécialistes belges, francophones et flamands, dans un ouvrage collectif, publié ce mercredi aux éditions du Crisp. Une somme précieuse, qui explore, notamment, les électorats et territoires de l’extrême droite, mais aussi les discours et stratégies des partis qui l’incarnent. Au fil des pages, un constat : la Belgique, par ses deux réalités très contrastées – un Vlaams Belang très ancré en Flandre, une succession de (très) petits partis instables en Wallonie – s’avère « un véritable laboratoire d’analyse ». Rencontre avec Benjamin Biard.

Il y aurait donc une spécificité belge ?
Oui, elle est triple. D’abord, ce contraste très fort entre la Flandre, où l’extrême droite se développe très bien, et le reste de la Belgique, où elle reste complète-

Le Vlaams Belang (ici Tom Van Grieken, son président) n’a pas de concurrence électorale à l’extrême droite de l’échiquier politique flamand.

© BELGA.

ment marginale, sur le plan électoral en tout cas. Ensuite, l’extrême droite flamande, sur le plan partisan, s’incarne uniquement à travers le Vlaams Blok à l’époque, le Vlaams Belang aujourd’hui, elle ne souffre pas de concurrence électorale, contrairement à ce qu’on observe aux Pays-Bas, en France, en Italie notamment. Enfin, en dépit de ses bonnes performances électorales, elle n’a, jusqu’aux élections communales de 2024, jamais exercé la moindre responsabilité au sein d’un exécutif.

Comment expliquer ce contraste entre le nord et le sud du pays, alors que l’un des chapitres de votre livre montre que, par exemple sur les questions migratoires, les points de vue sont sensiblement les mêmes, en Flandre et en Wallonie ?

Il faut, selon moi, distinguer plusieurs facteurs, à la fois internes, donc propres à l’extrême droite, et d’autres, plus externes, dont l’extrême droite n’a pas la première responsabilité. Parmi les facteurs internes, il y a l’incapacité de l’extrême droite francophone à se doter d’un leader charismatique. Ou encore les querelles intestines très fortes en son sein, en tout cas ces dernières décennies, et la disparition récente du parti Chez Nous a encore accentué cette tendance. Parmi les facteurs externes, le fait que le sentiment d’identité nationale, d’appartenance à une nation commune, est beaucoup plus diffus au sud du pays qu’en Flandre. Ou encore la force de la société civile, notamment mais pas seulement, des mouvements antifascistes, tant en Flandre qu’en Belgique francophone. L’exemple de Chez Nous est assez illustratif, puisque c’est un parti qui n’a jamais réussi à tenir la moindre réunion publique depuis sa fondation à

l’automne 2021, jusqu’à sa toute récente disparition. Et puis, bien sûr, le cordon sanitaire médiatique.

Malgré les réseaux sociaux, diriez-vous qu’il garde son efficacité ?

Il est doublement mis au défi. D’une part par les réseaux sociaux. C’est là que les personnes de moins de 34 ans s’informent politiquement. Les réseaux sociaux permettent donc à l’extrême droite de contourner le cordon sanitaire médiatique, ce qui en réduit en partie la portée. D’autre part, la progression de l’extrême droite interroge l’application du cordon. On le voit avec Trump, qui est d’extrême droite, mais leader d’une grande puissance mondiale. Que faire demain si Marine Le Pen remporte la présidentielle française ? D’autant qu’on capte déjà les chaînes françaises, on a donc déjà accès, en direct, à du contenu partagé par des représentants d’extrême droite. Malgré tout, cela reste un mécanisme important.

Vous voulez dire qu’il ne serait pas tenable si l’extrême droite francophone se structurait et progressait ?

Le cordon sanitaire médiatique a vu le jour en Belgique, d’abord en 1991, après le dimanche noir du 24 novembre, dans un contexte où l’extrême droite progressait, y compris au sud du pays, mais dans une bien moindre mesure qu’en Flandre – 12 élus pour le Vlaams Blok, un seul pour le Front national à l’époque. Ce cordon médiatique a donc trouvé à se développer dans un contexte où l’extrême droite était, et est toujours, relativement marginale du côté francophone. Je

pense que si on avait décidé de développer un tel mécanisme, soit à l’époque en Flandre, soit aujourd’hui dans des pays où l’extrême droite se porte déjà bien, ce mécanisme n’aurait pas d’efficacité, au contraire, il pourrait permettre à l’extrême droite d’en jouer pour se victimiser. Aujourd’hui, l’efficacité de ce cordon sanitaire médiatique tient au fait que l’extrême droite n’est pas connue, peine à

se faire connaître en Belgique francophone parce que, précisément, on ne lui donne pas la parole en direct, en radio et en télé, et par extension, on a parfois tendance à considérer qu’on ne donne pas la parole tout court à l’extrême droite.

Quant au cordon sanitaire politique, ne montre-t-il pas des signes de fragilité ?

En effet, on voit qu’il y a certaines dispositions du cordon sanitaire politique qui ont pu, à certains moments, être rompues. Par exemple lors de ce débat, en avril 2022, entre Georges-Louis Bouchez et Tom Van Grieken, sur la VRT. Ou lorsque Georges-Louis Bouchez retweete certains propos de représentants de l’extrême droite belge ou étrangère, notamment française. Cela reste un mécanisme important mais fragile, qui certes a empêché l’extrême droite d’accéder au pouvoir mais ne l’a certainement pas empêchée d’être influente. Les idées d’extrême droite circulent autant en Flandre qu’en Wallonie. On a donc là des indices des limites de ce cordon politique.

L’extrême droite en Belgique, sous la direction de Benjamin Biard et Archibald Gustin, éditions du Crisp, 25 euros.

l’électorat Plutôt masculin, plutôt jeune

V.L.A.

Qui vote pour les partis d’extrême droite en Belgique francophone ? Pour le Crisp, Pascal Delwit tente l’exercice, prévenant aussitôt qu’il n’est guère aisé, faute de données, et vu « les dynamiques et implantations spécifiques à chaque organisation ». Ainsi, le FN et le Parti populaire « dévoilent un ancrage plus élevé dans le bassin de Charleroi et ses extensions vers la région du Centre ». Alors que Chez Nous « connaît, proportionnellement, une meilleure pénétration dans le bassin liégeois ». « Et, d’une manière générale, ces partis ont des difficultés à prendre pied dans les villes universitaires comme Bruxelles, Mons, Liège, Namur, Ottignies Louvain-la-Neuve. » Outre les électeurs « en décrochage » en terre carolorégienne, le professeur de science politique (ULB) identifie un électorat « inquiet dans des territoires périurbains ou ruraux ». Citant, particulièrement, l’arrondissement de Verviers, le nord de la province de Luxembourg, ou l’ouest de celle de Namur.

En Flandre, le Vlaams Belang a opéré une diversification territoriale, très marquée dans les urnes. La preuve par la contribution de Gijs Lambrechts à l’ouvrage collectif. Le doctorant à la VUB commence par afficher le score du Vlaams Belang dans son bastion anversoï : 33,5 % aux communales de 2006, mais 10,6 % en 2024. Pourtant, le parti de Tom Van Grieken semble bien im-

planté au nord du pays : « Dans la Flandre périurbaine et rurale, il fait mieux que jamais. » Il a d’ailleurs réussi à se hisser au pouvoir à Brecht, Izegem et Ranst, et a décroché une majorité absolue à Ninove. « En juin 2024, il était premier en Flandre-Orientale et Occidentale, ainsi que dans le Limbourg. » Fruit d’une stratégie du parti « visant les petites villes et communes rurales ». « Alors que le Vlaams Belang maintient son discours anti-immigration à Anvers, il développe en zone périurbaine un discours plus varié pour la classe moyenne flamande, avec une double peur de la ville et de l’immigré. Il se profile en défenseur des automobilistes, et protecteur de groupes comme les seniors ou les agriculteurs », analyse encore Gijs Lambrechts.

En matière de profil, Benjamin Biard épingle pour sa part trois critères « assez classiques », qui permettent de saisir l’électorat d’extrême droite. « D’abord le genre : on a davantage d’hommes que de femmes qui votent pour les formations d’extrême droite. C’est à nuancer aujourd’hui selon les pays : Marine Le Pen réussit à attirer beaucoup plus d’électrices que son père. Au niveau de l’âge, on observe que beaucoup de jeunes se tournent vers les formations d’extrême droite. Et puis il y a le capital socio-éducatif, avec des électeurs qui, globalement, sont dotés d’un moindre degré d’instruction ou de diplôme que la moyenne de l’électorat. »

